

**EXTRAIT**  
**DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
**N° 7.02/2022**

**Séance du 28 juin 2022**

**Régulièrement convoquée le 17 juin 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le 28 juin à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, Annick BONNET (suppléante de M. Hervé ANDEOL), Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (jusqu'à la délibération 5.01 inclus), M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marie-Josée GAUBERT (suppléante de M. Allain DORLHIAC), Mme Cécile GILLET, Mme Corinne HERAUDEAU, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération 2.16), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOUAR, Mme Florence MERLET, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Françoise CAPMAL (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), M. Julien DECORTE (pouvoir à Mme Émeline MEHUKAJ), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Marielle FIGUET (pouvoir à M. Éric PHELIPPEAU), M. Jacky GOUTIN (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOUAR), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Jacques ROCCI), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Sandrine MOURIER (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à V. ARNAVON), M. Dorian PLUMEL (pouvoir M. Laurent CHAUVEAU).

EXCUSÉS : Mme Josiane DUMAS.

ABSENTS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (à partir de la délibération 5.02), M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération 2.15 inclus), M. Norbert GRAVES, Mme Danièle JALAT, Mme Sandrine MAGNETTE, Mme Maryline ROISSAC, Mme Demet YEDILI.

Secrétaire de séance : Mme Aurore DESRAYAUD

**7.02 - EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - CHOIX DU MODE DE GESTION A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2024**

Monsieur Hervé ICARD, Vice-président, rapporteur expose à l'assemblée :

## I. Contexte

Montélimar-Agglomération exerce actuellement la compétence assainissement collectif via un contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour les 27 communes de son territoire dont l'échéance est au 31/12/2023.

Les principales missions confiées à l'exploitant se résument comme suit (liste non exhaustive) :

- L'entretien et la surveillance des installations de collecte des eaux usées (déversoirs d'orage, bassin de stockage, restitution, réseaux séparatifs, accessoires de réseau, postes de relèvement et de refoulement) et des installations de traitement des eaux usées et des boues ;
- L'évacuation des boues produites selon des filières locales conformes à la réglementation ainsi que l'élimination des déchets et autres sous-produits d'épuration ;
- La surveillance et le contrôle des rejets des ouvrages au milieu naturel, la recherche des anomalies susceptibles de perturber le bon fonctionnement du service et la résorption de ces situations dans les limites définies par le contrat ;
- La réalisation de travaux concessifs mis à la charge du Délégataire à hauteur de 1 056 800 € HT (avenant n°2) ;
- La gestion des relations avec les usagers du service public d'assainissement collectif ;
- L'information et l'assistance technique à l'E.P.C.I. pour lui permettre de maîtriser le service, notamment par la transmission de données précises et fiables ;
- Les relations avec les services de l'État (police de l'eau, DREAL, agence de l'eau) ainsi que la production et la diffusion des bilans réglementaires.

Les investissements liés aux extensions et renforcements de réseaux ainsi que les créations et grosses réparations des ouvrages de traitement, sont à la charge de l'E.P.C.I. en règle générale.

Montélimar-Agglomération doit donc se prononcer sur le mode de gestion qu'elle entend privilégier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour l'exécution de ce service public.

## II. Choix du mode de gestion

Conformément à l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) : « *Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L.1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire* ».

Montélimar-Agglomération a le choix entre la gestion publique en régie, la gestion en régie avec marchés de prestations de service et la gestion externalisée sous forme de délégation de service public (concession) selon différentes options. Il ressort de l'analyse présentée dans le rapport mentionné à l'article L.1411-4 du C.G.C.T., ci-annexé, que le recours à une gestion externalisée est l'option la plus appropriée pour le **service de l'assainissement collectif**.

En effet, la gestion du service public de l'assainissement est un sujet complexe pour les collectivités locales. Les élus doivent dorénavant faire face :

- à une réglementation foisonnante et contraignante ;
- à l'obligation d'assurer le fonctionnement du service, sans la moindre défaillance ;
- aux normes juridiques de protection de l'environnement ;
- aux investissements lourds liés à la mise aux normes et à la modernisation des infrastructures d'assainissement ;
- aux exigences des usagers quant à la qualité du service ;
- aux difficultés fiscales de plus en plus complexes ;
- aux responsabilités civiles et pénales encourues.

Une entreprise privée, spécialisée dans la gestion de ces services publics, permettra à Montélimar-Agglomération de bénéficier :

- de la compétence et des techniques performantes eu égard à l'évolution technologique ;
- du savoir-faire en matière d'assainissement collectif ;
- de nouvelles méthodes d'organisation et de gestion ;
- de l'adaptabilité aux différentes conjonctures locales ;
- du financement de certains travaux identifiés et confiés par la collectivité.

Si elle souhaitait gérer le service de l'assainissement collectif avec ses propres moyens, Montélimar-Agglomération devrait réaliser des investissements lourds. En effet, il serait nécessaire de doter la régie de locaux, d'outils d'exploitation (véhicules, logiciel métiers, etc.) et de recruter du personnel spécialisé dans les domaines de l'assainissement des eaux usées.

L'analyse comparative montre que la délégation de service public apparaît comme le mode de gestion le plus adapté pour le service public de l'assainissement collectif dans le respect des orientations stratégiques prises par Montélimar-Agglomération, notamment en termes de réactivité, de moyens humains aux compétences multiples et de gestion de crise.

La future gestion prendrait donc la forme d'un contrat de concession de service public (délégation de service public).

Concernant le service public d'assainissement non collectif (SPANC) actuellement géré en régie, il ressort que le rôle du SPANC en tant que conseil mais aussi de police dans le cadre de mise en conformité soit maintenu dans de bonnes conditions tout en gardant une maîtrise complète du suivi de ce service public. Il n'apparaît donc pas souhaitable pour le moment de modifier le fonctionnement actuel de ce service, même si les effectifs actuels (1 Equivalent Temps Plein, ETP) ne suffisent pas à réaliser l'ensemble des missions (notamment pour les contrôles de bon fonctionnement). La régie pourra faire appel à des prestataires extérieurs le temps de se doter de moyens internes estimés à 3 ETP.

### **III. Durée du contrat pour le service d'assainissement collectif**

Une durée de contrat supérieure à 5 ans doit être justifiée (article R. 3114-2 du code de la commande publique) notamment par des investissements à réaliser par le futur concessionnaire.

Un contrat de concession ne peut en effet pas excéder le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.

Au regard, notamment, des renouvellements et investissements demandés aux candidats et qui visent à sécuriser l'ensemble des ouvrages et réduire les déversements en temps de pluie sur la commune de Montélimar, la durée du contrat de concession sera de 10 ans et la valeur du contrat de concession sera nécessairement supérieure au seuil européen publiée au Journal officiel de la République française le 1<sup>er</sup> janvier 2022, soit 5 382 000 euros HT.

Dès lors, il est proposé de lancer une procédure de délégation de service public, conformément aux dispositions du code de la commande publique et du code général des collectivités territoriales et notamment de ses articles L.1411-1 et suivantes et R.1411-1 et suivants.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité (2 abstentions), DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9, L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la compétence obligatoire de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération : « Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 » ;

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 30 mai 2022

Vu le rapport annexé à la présente délibération présenté au Comité Technique du 27 juin 2022 ;

Vu le rapport annexé à la présente délibération conformément aux dispositions de l'article L.1411-4 du CGCT, présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le futur exploitant du service public d'assainissement collectif.

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

**DE MAINTENIR** le mode de gestion actuel du service public de l'assainissement non collectif, à savoir la régie,

**DE RETENIR** le mode de la concession sous la forme de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du service public d'assainissement collectif, à compter du 1er janvier 2024 sur le périmètre des 27 communes de l'Agglomération,

**D'APPROUVER** les orientations principales et les caractéristiques futures du service public d'assainissement collectif telles que décrites dans le rapport de présentation ci-annexé et qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation qui sera remis aux candidats admis à déposer une offre,

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à engager la procédure prévue par les articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et par le Code de la commande publique (concession de service/délégation de service public) pour le service public de l'assainissement collectif,

**DE CHARGER** Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 12/07/2022

Reçu en préfecture le 12/07/2022

Affiché le

**SLO**

ID : 026-200040459-20220628-2022\_06\_28\_702-DE

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus  
Ont signé le Président et le Secrétaire de séance,  
Suivent les signatures

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 04 juillet 2022.

Le Président

Julien CORNILLET